

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

VINGT-SIXIÈME SESSION

Documents officiels



**2010<sup>e</sup>  
SÉANCE PLÉNIÈRE**

Vendredi 10 décembre 1971,  
à 10 h 30

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
Point 8 de l'ordre du jour :	
Adoption de l'ordre du jour ( <i>suite</i> )	
Sixième rapport du Bureau . . . . .	1
Point 22 de l'ordre du jour :	
La situation au Moyen-Orient ( <i>suite</i> ) . . . . .	1

*Président : M. Adam MALIK (Indonésie).*

**POINT 8 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Adoption de l'ordre du jour (*suite*\*)**

**SIXIÈME RAPPORT DU BUREAU (A/8500/ADD.5)**

1. Le **PRESIDENT** (*interprétation de l'anglais*) : Ce matin, l'Assemblée est saisie du rapport du Bureau sur l'organisation de la vingt-sixième session ordinaire de l'Assemblée générale (A/8500/Add.5). Dans son rapport, le Bureau recommande l'adoption de diverses mesures visant à permettre à l'Assemblée d'achever ses travaux dans les délais prévus.

2. Comme les membres de l'Assemblée le savent, la date prévue pour la fin de l'Assemblée étant le 21 décembre, il ne reste que 11 jours, y compris les samedis et les dimanches, d'ici à la clôture de la session, et l'examen de beaucoup de points inscrits à notre ordre du jour n'est pas encore terminé. Je suis certain qu'aucun d'entre nous ne désire prolonger la session au-delà du 21 décembre ou reprendre une session de quelques jours au début de l'année prochaine. Cette reprise de la session entraînerait des incidences financières injustifiables et des inconvénients pour nous tous.

3. Je suis convaincu que si les mesures recommandées par le Bureau dans son rapport étaient adoptées par l'Assemblée et appliquées rigoureusement par nous tous, celle-ci pourrait terminer ses travaux à temps. S'il n'y a pas d'objection, puis-je considérer que l'Assemblée générale approuve la recommandation que fait le Bureau au paragraphe 2 de son rapport ?

*Il en est ainsi décidé.*

**POINT 22 DE L'ORDRE DU JOUR**

**La situation au Moyen-Orient (*suite*)**

4. **M. TOMEH** (République arabe syrienne) [*interprétation de l'anglais*] : Je pense qu'il n'est que juste et opportun de

\* Reprise des débats de la 1999<sup>e</sup> séance.

commencer notre séance, ce matin, en évoquant un grand homme qui vient de disparaître hier, M. Ralph Bunche, qui a consacré sa vie, ses efforts dévoués, son énergie et son dynamisme à l'Organisation internationale, qu'il a servie depuis sa création. Au Secrétaire général, avec lequel M. Ralph Bunche coopérait très étroitement, à sa famille ainsi qu'au peuple des Etats-Unis, ma délégation adresse ses plus sincères condoléances.

5. De tous les grands carrefours stratégiques historiques du monde, aucun comme le Moyen-Orient, qui est le point de rencontre de l'Asie, de l'Afrique et de l'Europe, n'a vu, au cours de sa longue histoire mouvementée, autant de conquêtes et de dévastations. En effet, chaque conquérant passant de l'un des trois continents à un autre devait laisser des traces, balayées plus tard par les vents violents de l'histoire. Si, il y a 1 000 ans par exemple, une Organisation des Nations Unies avait existé et qu'un orateur arabe y eût pris la parole après par exemple la conquête des croisés ou, plus tard, la conquête de Tamerlan, ce qu'il aurait eu à dire, ressentant la tragédie de son propre peuple, n'aurait pas été bien différent de ce qu'un orateur arabe a à dire aujourd'hui aux Nations Unies.

6. Il m'a semblé, au cours de ces dernières années, en participant aux débats sur le Moyen-Orient, qu'on a l'impression que nous, qui représentons les peuples arabes ici, sommes mus par des sentiments et un esprit de vengeance. Certains, ayant d'autres pensées à l'esprit, nous ont accusés avec malveillance d'être antisémites. Nous nous opposons à ces accusations. Ce n'est pas notre civilisation qui a été jugée et condamnée à Nuremberg, et, selon notre logique, il nous paraît peu approprié, et même hypocrite, que des protestations contre nos observations émanent des représentants des Etats-Unis, qui encouragent, flattent et favorisent par des privilèges les sections du sionisme mondial qui fonctionnent d'une façon particulière en tant que partie du Gouvernement israélien à l'intérieur des Etats-Unis, alors que cette organisation est l'ennemi juré, le calomniateur et le diffamateur de tous les peuples et Etats arabes.

7. Mais, malgré cela, je voudrais laisser de côté ces questions quelque peu particulières, tout au moins pour le moment, et exposer le cas de mon pays qui, je crois, réunit les éléments fondamentaux de la cause arabe dans le large contexte des préoccupations universelles. Je voudrais présenter ces dernières quatre années et demie d'occupation des territoires arabes par Israël, années de crise et de recours aux hostilités, dans la perspective du dossier de l'agresseur aux Nations Unies. Cette assemblée des nations symbolise l'espoir de l'humanité pour une marche, même lente, vers le droit et l'ordre dans les relations internationales. Il incombe certainement aux Nations Unies elles-mêmes de se rendre compte combien de leur influence, de leur prestige et de

leur puissance morale sont en jeu ici, et nous tous qui reconnaissons être de petites puissances avons besoin de cette organisation mondiale. Nous en avons besoin si elle s'efforce vraiment d'atteindre les vérités éternelles de justice, de droiture et d'équité dans la mesure où peut le faire l'homme.

8. C'est dans cet esprit et en ressentant profondément la grande tragédie du Moyen-Orient et de celle de mon peuple que j'aborde la question inscrite à l'ordre du jour.

9. Le monde arabe, aujourd'hui, vit encore les conséquences néfastes de la guerre du 5 juin 1967 déclenchée par Israël : occupation, dévastation, nombre accru de réfugiés, de tragédies, d'effusions de sang, de déracinés, et, ajouté à cela, un sens de plus en plus profond d'une injustice et d'une calamité dont nous ne sommes pas les auteurs. Mais connaît-on toute la vérité au sujet de l'assaut foudroyant et dévastateur lancé contre nous ? Tous les points obscurs ont-ils été éclaircis ? Le Pentagone, par exemple, a-t-il jamais publié la vérité sur ce qui s'est passé sur le *Liberty*, bombardé par les Israéliens le 9 juin 1967, lorsque 40 marins américains ont été tués ? Le 21 août 1971, l'homme qui a publié les documents du Pentagone, Daniel Ellsberg, a dit qu'il y a des rapports, au Pentagone, dont le secrétaire de la défense Laird n'est pas au courant. Prenant la parole à Fort Collins, dans le Colorado, Ellsberg a dit que des études concernant Cuba, l'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'OTAN avaient été effectuées par le personnel du Pentagone ces dernières années. D'après Ellsberg, ces documents ne sont pas aussi volumineux que les documents du Pentagone sur l'histoire de la guerre du Viet-Nam, mais ils contiennent d'«immenses surprises» et devraient être publiés à l'intention du public américain.

10. Si quelques-unes de ces «énormes surprises» devaient être portées à notre connaissance — tôt ou tard, elles le seront — combien de déclarations et de prétentions avancées par Israël et son protecteur, le Gouvernement des Etats-Unis, depuis le 5 juin 1967, pourraient devenir soudainement l'objet d'un scandale, à l'instar des scandales qui se sont fait jour après la publication des documents du Pentagone ?

11. Malheureusement, nous devons encore entendre un certain nombre d'orateurs propager du haut de cette tribune des mensonges, se livrer à la démagogie, comme M. Eban l'a fait ici dans son intervention du 6 décembre. A sa manière pompeuse habituelle, il a répété la doctrine israélo-sioniste bien connue, à savoir que les Arabes étaient responsables de la guerre de juin. Il a dit :

«Nous gardons aussi l'image indélébile de l'épreuve que nous avons subie au cours de l'été 1967.» [2000<sup>ème</sup> séance, par. 67.]

C'est en se fondant sur ce mensonge, qui a été propagé dans le monde entier, qu'Israël a forcé les Nations Unies à adopter, le 22 novembre 1967, la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité qu'il refuse maintenant d'appliquer.

12. Pour réfuter les mensonges de M. Eban, je ferai état d'une réponse américaine et d'une réponse officielle d'Israël. Tout d'abord, M. John Lawrence Hargrove, dans

un article intitulé «Apaisement de la crise du Moyen-Orient par les Nations Unies (et vice versa)», publié au printemps 1971, exprime des idées particulièrement pertinentes. J'indique ici que M. Hargrove est directeur des études à la Société américaine de droit international. Il était précédemment conseiller principal pour les questions de droit international à la mission des Etats-Unis auprès des Nations Unies. Voici ce qu'il déclare :

«Nous avons certainement le droit de nous demander, sans marquer trop de respect pour les dogmes établis, ce qui n'a pas marché lorsque la communauté internationale a été saisie de la nouvelle phase de cet ancien conflit, au printemps 1967. La Charte des Nations Unies aurait-elle pu être utilisée différemment, et une telle possibilité existe-t-elle encore ? ...

«La question qui a arrêté le Conseil était de savoir s'il fallait demander simultanément le retrait des troupes israéliennes sur leur propre territoire et le cessez-le-feu. Agir ainsi aurait été conforme à la meilleure tradition des Nations Unies et l'on n'aurait fait que suivre le précédent de la crise de Suez de 1956. Les Etats-Unis ont insisté fermement pour un simple cessez-le-feu ... Les Arabes ont été obligés d'accepter la position des Etats-Unis, non pas pour sa logique intrinsèque, mais pour des raisons militaires. Examinons d'abord ce que signifiait, sur le plan juridique, la situation qui existait sur le terrain ... puis les mesures prises par la suite par le Conseil dans sa résolution 242 (1967) du 22 novembre 1967.

«Sur le terrain, Israël occupait en masse le territoire arabe.» — Et j'aimerais souligner la phrase suivante — «L'occupation a eu lieu à la suite d'une invasion, qu'Israël a prétendu avoir effectuée en légitime défense, mais qui, bien que certainement provoquée, a fait qu'Israël a été le premier à employer la force. Beaucoup a été dit, à la fois en public et en privé, sur la question de savoir si la prétention d'Israël d'avoir agi dans le cadre de la légitime défense était correcte, malgré les dispositions explicites de l'Article 51 de la Charte des Nations Unies, qui reconnaît le droit d'utiliser la force seulement en cas de légitime défense et si un Etat «est l'objet d'une agression armée». Je voudrais simplement déclarer que, dans notre communauté internationale, une exception à l'interdiction de la violence, qui justifierait que l'on attaque le premier, ferait du monde un lieu beaucoup plus dangereux et ce n'est pas un tel monde qu'envisage la Charte des Nations Unies. Pour autant que je le sache, Israël est seul parmi les gouvernements à adopter cette position sur ce point.

«Quels qu'aient été les actes de la République arabe unie le 3 juin — fermeture du détroit de Tiran ? Envoi massif de troupes dans le Sinaï ? — qui ont été la base sur laquelle s'est fondée la prétention d'Israël au droit de légitime défense le 4 juin, l'invasion ne peut, en aucun cas, être considérée comme ayant été en proportion de ces actes ... A l'époque, si Israël avait un droit quelconque à se trouver sur un territoire étranger dans le but de se défendre lui-même, ce droit aurait pris fin et il avait l'obligation, en raison de l'interdiction prévue par la Charte de l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale d'un Etat, de se retirer. Les Nations Unies, par suite de la position adoptée par les Etats-Unis, n'ont pas pu faire valoir cette obligation lorsqu'elles ont demandé

un cessez-le-feu. Naturellement, Israël ne s'est pas retiré alors et ne l'a pas fait depuis<sup>1</sup>."

M. Hargrove continue :

"Dans le cas particulier en question, en approuvant la continuation de l'occupation d'un territoire en tant que moyen d'obtenir un règlement, nous avons donné notre approbation à un état de choses qui contient en lui-même les germes de la violence et peut-être d'une catastrophe globale. C'est essentiellement parce que nous vivons — quoique la résolution 242 (1967) ne le confirme pas — dans un monde dans lequel les normes de la Charte excluent l'acquisition ou même l'occupation d'un territoire étranger en tant que moyen de réaliser des objectifs politiques<sup>2</sup>."

L'auteur conclut :

"Les accords internationaux arrachés par la force sont illégaux, comme l'a confirmé la récente Convention de Vienne sur le droit des traités. Mieux encore, ces accords seront *considérés* comme illégaux par la *prochaine* génération, peut-être plus radicale, de dirigeants arabes si un règlement pacifique permet de dire qu'en vue d'obtenir qu'Israël se retire les dirigeants arabes actuels ont été obligés par la force d'abandonner des droits importants qui étaient ceux des Etats arabes avant la guerre de juin<sup>3</sup>."

13. Cette analyse juridique objective n'a pas besoin que j'en fasse l'exégèse, mais je vous prie instamment, Monsieur le Président, vous et tous les membres de cette assemblée d'y réfléchir soigneusement et de réfléchir à la portée considérable de ses conclusions.

14. Une seconde réfutation de la prétention de M. Eban vient d'un homme qui n'est autre que le général israélien qui a dirigé le *Blitzkrieg* du 5 juin 1967 pour le *Lebensraum* israélien en territoire arabe. Je veux parler de Yitzhak Rabin, actuellement ambassadeur d'Israël à Washington. Le *Jerusalem Post* l'a cité le 29 février 1968 :

"Je ne crois pas que Nasser ait voulu la guerre. Les deux divisions qu'il avait envoyées dans le Sinaï le 14 mai n'étaient pas suffisantes pour déclencher une offensive contre Israël. Il le savait et nous le savions."

15. Mon second point a trait au cessez-le-feu. M. Eban, dans la déclaration à laquelle j'ai fait allusion, a dit :

"Le 7 juin 1967, le Conseil de sécurité, par sa résolution 234 (1967), a décidé un cessez-le-feu sans l'assortir d'aucune condition ni limite de temps." [2000ème séance, par. 70]

16. Mais ici encore tout au moins les faits historiques devraient être vérifiés dans leur réalité. Car Israël a commencé à attaquer la Syrie le 9 juin 1967 après que, pour reprendre les paroles de M. Eban, Israël et la Syrie

eurent accepté la résolution sur le cessez-le-feu du 7 juin [résolution 234 (1967)].

17. Le Conseil de sécurité s'est réuni d'urgence le 9 juin 1967 [1352ème séance] et une autre résolution de cessez-le-feu fut adoptée [235 (1967)] malgré les manœuvres dilatoires de l'ambassadeur Goldberg, représentant des Etats-Unis — qui s'est révélé être un supsioniste — et une quatrième résolution fut adoptée le 11 juin [résolution 236 (1967)]. La première, celle du 9 juin, demandait à Israël d'arrêter sur-le-champ les hostilités contre la Syrie; la deuxième condamnait la violation du cessez-le-feu par Israël et exigeait le retrait des troupes.

18. M. Eban a tenté de se référer aux déclarations du Ministre des affaires étrangères de Grande-Bretagne pour démontrer que ce pays n'envisageait pas un retrait de tous les territoires occupés. Il n'avait pas besoin de le faire; il n'y a qu'à se reporter aux débats du Conseil de sécurité après l'attaque contre la Syrie, entre le 9 et le 12 juin, lorsque l'ambassadeur Goldberg et lord Caradon, du Royaume-Uni, ont utilisé tous les moyens à leur disposition afin de retarder le Conseil de sécurité dans l'adoption de mesures immédiates à la suite de l'attaque israélienne et de permettre à l'armée israélienne d'occuper les hauteurs de Golan.

19. Si Israël avait respecté le cessez-le-feu réclamé par la résolution adoptée le 7 juin 1967, comme M. Eban l'a prétendu, et avait respecté la résolution adoptée le 9 juin, quand l'armée israélienne déclenchait son attaque contre la Syrie, pas un seul soldat israélien ne se trouverait maintenant sur territoire syrien et pas un seul pouce du territoire syrien n'aurait été occupé par Israël. Cela ressort de la phrase suivante extraite de l'introduction au rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation :

"Les résolutions sur le cessez-le-feu adoptées par le Conseil de sécurité en juin 1967 et sa résolution 242 (1967) du 22 novembre 1967, si elles étaient appliquées simultanément et pleinement, constitueraient un cadre pour un règlement pacifique et concerté du présent conflit." [A/8401/Add.1, par. 222.]

Par conséquent, si les deux résolutions sur le cessez-le-feu concernant la Syrie avaient été réellement respectées et appliquées par Israël, comme le stipule le Secrétaire général dans son rapport, il n'aurait pas été nécessaire de demander à la Syrie d'accepter ou non la résolution 242 (1967).

20. Entre le 6 juin 1967 — date de l'adoption de la première résolution sur le cessez-le-feu [233 (1967)] — et ce jour, les Nations Unies, au sein de leurs nombreux organes, l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, le Conseil économique et social, la Commission des droits de l'homme, l'Organisation mondiale de la santé, et l'UNESCO, ont adopté pas moins de 53 résolutions concernant le conflit israélo-arabe et la question de la Palestine. Parmi ces 53 résolutions auxquelles je viens de faire allusion, 14 "condamnent" ou "condamnent énergiquement" ou "censurent spécialement" Israël pour "violations flagrantes" de la Charte, y compris ses attaques contre les pays arabes, son refus d'appliquer la quatrième Convention de Genève et ses violations des droits de l'homme. Dix-neuf de ces 53 résolutions, en outre, "déplorent" ou

<sup>1</sup> John Lawrence Hargrove, "Abating the Middle East Crisis through the United Nations (and Vice Versa)", *The University of Kansas Law Review*, vol. 19, No 3 (printemps 1971), p. 366-367.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 370.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 372.

“déplurent profondément” ou “déplurent vivement” ou “notent avec consternation le refus d’Israël” de coopérer dans la mise en oeuvre de résolutions spécifiques, ou “invitent de façon pressante le Gouvernement d’Israël” à se conformer à la Charte.

21. Ces résolutions et décisions ont donné valeur légale, sur le plan international, aux droits suivants des Arabes : premièrement, l’inadmissibilité de l’occupation de territoires par la force; deuxièmement, le droit des anciens réfugiés d’être soit rapatriés, soit de recevoir une compensation — entre parenthèses, ce droit leur est reconnu légalement depuis 1948; troisièmement, le retour sans condition des personnes nouvellement déplacées, y compris un certain nombre d’anciens réfugiés, après la guerre de juin 1967, et d’un certain nombre d’anciens réfugiés qui se sont trouvés dans cette condition pour la deuxième ou troisième fois. Quant aux personnes nouvellement déplacées, rappelons-nous que M. Eban, dans sa propre déclaration, a dit qu’un million de réfugiés égyptiens avaient été déplacés, par suite des attaques barbares d’Israël au-delà du canal de Suez; quatrièmement, les droits des habitants arabes des régions occupées à vivre dans des conditions décentes, ainsi que le stipulent les Conventions de Genève, les Pactes relatifs aux droits de l’homme et nombre des 53 résolutions que j’ai mentionnées ci-dessus; cinquièmement, l’illégalité de l’annexion de la ville arabe de Jérusalem par Israël, point sur lequel pas moins de six résolutions ont été adoptées par le Conseil de sécurité et l’Assemblée générale; sixièmement, et surtout, en 1969, 1970 et 1971, l’Assemblée générale, à la majorité des deux tiers, a adopté trois résolutions [résolutions 2535 B (XXIV), 2672 C (XXV) et 2792 D (XXVI)] dans lesquelles elle a reconnu que le problème des réfugiés arabes de Palestine provient du fait que leurs droits inaliénables, tels qu’ils sont énoncés dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l’homme, leur sont déniés, et réaffirmé les droits inaliénables du peuple de Palestine. Et, la semaine dernière encore, l’Assemblée générale a adopté une résolution, sur recommandation de la Troisième Commission, dans laquelle sont réaffirmés les droits inaliénables de tous les peuples, et en particulier de ceux du Zimbabwe, de la Namibie, de l’Angola, du Mozambique, de la Guinée (Bissau) et de la Palestine, à la liberté, à l’égalité et à l’autodétermination ainsi que la légitimité de leur lutte pour le rétablissement de ces droits [résolution 2787 (XXVI)], et dans laquelle l’Assemblée exprime sa préoccupation du fait qu’Israël n’a pas permis aux Arabes d’exercer leur droit à l’autodétermination en Palestine [résolution 2792 D (XXVI)].

22. Maintenant, Monsieur le Président, arrêtons-nous un instant; oublions les Arabes; examinons ces 53 résolutions qui sont l’expression de la volonté de la communauté internationale; que les Nations Unies se tournent vers Israël et demandent à ses militaristes : qu’avez-vous fait pour mettre en oeuvre ces résolutions ? Lorsque ces questions sont posées à Israël de façon responsable avec sincérité et objectivité, alors le conflit n’est plus un conflit arabo-israélien, mais un conflit entre les Nations Unies et Israël. Et si Israël persiste à ne faire aucun cas des Nations Unies, alors il faut recourir à des sanctions et autres mesures.

23. Pour mieux étayer ce que j’avance, je demande aux membres de l’Assemblée de se reporter non pas aux déclarations faites par les Arabes, mais aux cinq rapports

— notamment à leurs sections juridiques — du Commissaire général de l’Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient établis de l’été 1967 à ce jour<sup>4</sup> et aux rapports du Secrétaire général, au cours de cette session, sur Jérusalem<sup>5</sup>, sur les personnes déplacées [A/8366], et sur ce qu’Israël a fait dans les camps de réfugiés de Gaza [A/8383]. Je demande aux membres de l’Assemblée de se référer également au rapport d’*Amnesty International* du 1er avril 1970, aux deux rapports du Comité international de la Croix-Rouge d’août et septembre 1970<sup>6</sup>, et non pas, comme je l’ai dit, à des déclarations faites par des représentants arabes ou par des gouvernements arabes.

24. Que trouveront les membres dans ces rapports ? Qu’Israël a détruit des camps de réfugiés, déplacé de force les réfugiés, transformé les hôpitaux et les écoles en garnisons militaires, expulsé la population civile arabe, recouru à des châtiments collectifs, détruit des villages, des villes et des quartiers entiers, confisqué des biens et des terres arabes, établi des colonies dans tous les territoires occupés, sur les hauteurs de Golan, sur la rive ouest du Jourdain, dans le Sinai. Tout cela constitue, au regard de la législation de Nuremberg, des crimes de guerre et des crimes contre l’humanité. Israël, malgré toutes ces résolutions, persiste sans discontinuer dans la pratique de ses actes nazis. Israël, pour ses crimes commis de 1967 à ce jour, a été récompensé par les Etats-Unis, non par l’octroi de millions ou de centaines de millions de dollars, mais de milliards, ainsi que par la livraison d’armes les plus perfectionnées, afin qu’il puisse continuer à renforcer sa domination sur les territoires occupés.

25. Et, cependant, ces deux Etats et leurs représentants ont le courage de venir à cette tribune et de dire : “Nous avons accepté la résolution 242 (1967).” Lorsque le Ministre des affaires étrangères d’Israël vient ici nous faire la leçon sur la moralité, la conduite et le droit internationaux alors que nous entendons quantité de déclarations disant qu’Israël ne cédera pas un pouce des territoires occupés, lorsque le rapport officiel du Secrétaire général confirme ce fait, comment pouvons-nous croire les pieuses protestations de M. Eban à propos de la paix ? C’est de l’hypocrisie pure et simple.

26. Compte tenu de tout cela et surtout des trois résolutions affirmant et réaffirmant les droits inaliénables du peuple arabe de Palestine, y compris le droit à disposer de lui-même, et lorsque mardi soir encore [2003<sup>e</sup> séance], l’Assemblée générale, par 104 voix contre 11, avec 10 abstentions, a demandé à l’Inde et au Pakistan d’appliquer un cessez-le-feu lié au retrait des troupes à la frontière indo-pakistanaise et au retour des réfugiés, nous

<sup>4</sup> Documents officiels de l’Assemblée générale, vingt-deuxième session, Supplément No 13; *ibid.*, vingt-troisième session, Supplément No 13; *ibid.*, vingt-quatrième session, Supplément No 14; *ibid.*, vingt-cinquième session, Supplément No 13; et document A/8413.

<sup>5</sup> Voir Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-sixième année, Supplément d’octobre, novembre et décembre 1971, document S/10392.

<sup>6</sup> “Activités du Comité international de la Croix-Rouge au Moyen-Orient — juin 1967-juin 1970 (I)”, *Revue internationale de la Croix-Rouge*, vol. 52, No 620 (août 1970), p. 481 et “Activités du Comité international de la Croix-Rouge au Moyen-Orient — juin 1967-juin 1970 (II)”, *ibid.*, No 621 (septembre 1970), p. 549.



demandons à juste titre que les Nations Unies se montrent conséquentes avec elles-mêmes. Car il est de fait que, lorsqu'un droit est ignoré, si faible que soit le détenteur de ce droit, et lorsqu'il est traité avec brutalité et crucifié, une revanche s'ensuit toujours.

27. Nous croyons fermement que la justice n'est pas une abstraction, que la vérité n'est pas une simple formule mise au point par des érudits et des philosophes. Nous pensons que la justice et la vérité sont au coeur même de la dialectique de l'histoire.

28. Le Ministre des affaires étrangères d'Israël nous a également chapitré sur le rôle élémentaire des négociations dans toute transition de l'état de guerre à l'état de paix. Il semblait faire un cours à des étudiants de première année sur les relations internationales plutôt que de faire la lumière sur ces débats par un aperçu sur la façon dont son gouvernement conçoit le fond même du problème. L'insistance d'Israël à présenter des négociations directes comme la seule voie menant à un règlement doit être jugée comme une autre de ces diversions typiques d'Israël et du sionisme mondial, qui essaient de remplacer le fond par la forme. Cela peut sembler plausible, mais ce n'est pas constructif. Cela peut ressembler à de la générosité, mais en fait c'est de l'arbitraire et de l'autoritarisme.

29. Je reviens encore à la Charte. L'Article 33 énumère huit méthodes reconnues et acceptées pour trouver une solution aux problèmes internationaux. La négociation n'est que l'une de ces huit méthodes. Les auteurs de la Charte avaient sans doute de bonnes raisons d'ajouter les sept autres. Ils étaient certainement conscients de ne pas être en train de rédiger un manuel de synonymes. Les peuples du monde doivent savoir qu'en rejetant la négociation directe les Arabes n'ont jamais choisi la guerre de préférence à la paix et n'ont pas non plus demandé quelque chose qui n'était pas conforme à la lettre même de la Charte. Là encore, il ne faut pas confondre la forme et le fond; la rigidité dans la forme doit être examinée avec le plus grand soin pour être sûr que ce n'est pas un prétexte pour nous mettre devant un autre fait accompli en matière de diplomatie. Doit-on permettre à Israël de dicter ce que la Charte signifie? Israël a-t-il le droit de jouer en même temps le rôle de juge et de jury?

30. Dans toute discussion sur la crise du Moyen-Orient, traiter des résultats de la conquête israélienne de 1967 serait insuffisant, car la conquête de 1967, comme l'agression tripartite et la guerre internationale de 1956 contre l'Égypte, comme la guerre de 1948-1949 contre les Nations Unies elles-mêmes — et j'aimerais avoir le temps de le prouver — et contre les Arabes, n'étaient que des étapes dans la mise en oeuvre du plan directeur israélien de conquête du Moyen-Orient. Il est opportun de rappeler ici très brièvement — cela est intimement lié au noeud de la crise dont nous discutons et rappelons-nous l'assortiment de cartes qui ont été distribuées par le Ministre des affaires étrangères d'Égypte lors de son intervention [1999ème séance] — qu'en 1919, comme l'une des cartes le montre, quand l'Organisation sioniste mondiale a soumis son plan officiel de création d'un Etat juif en Palestine à la Conférence de la paix — à cette époque sur tout le territoire de la Palestine il n'y avait que 70 000 Juifs en face de 700 000 Arabes, chrétiens et musulmans —, le minimum acceptable pour son Etat comprenait, et ici j'attire votre

attention sur les hauteurs de Golan, les sources du Jourdain en Syrie et au Liban, spécifiquement les hauteurs de Golan en Syrie — maintenant, les hauteurs de Golan sont occupées par Israël, mais elles avaient déjà été revendiquées en 1919 —, y compris la plaine du Haourane en Syrie, dont une partie est maintenant sous occupation israélienne, et le contrôle du golfe d'Aqaba.

31. Rappelons que, lorsque l'Etat d'Israël fut finalement créé en 1948, au mépris des droits arabes et au-delà des frontières qui lui avaient été assignées par un vote de partage des Nations Unies [résolution 181 (II)], Israël refusa d'adopter une constitution. A la place de cela, il adopta seulement une loi fondamentale donnant, entre autres, à toute personne de religion juive dans le monde entier le droit de devenir citoyen israélien dès qu'elle mettrait le pied en Israël. Israël agit ainsi parce que même les frontières élargies de 1948 n'étaient en aucune manière considérées comme les frontières définitives d'Israël. Nous avons la même situation aujourd'hui, étant donné que les lignes de cessez-le-feu ne sont pas considérées par Israël comme étant ses frontières. Comme une vipère jetant sa peau lorsqu'elle grossit, Israël s'est débarrassé de ses frontières et avec cela d'un nom après l'autre. Lorsqu'une partie de la Palestine sous mandat britannique s'est métamorphosée en Etat d'Israël, la Palestine définie par le document de l'Organisation sioniste mondiale en 1919 est devenue naturellement "le grand Israël" qui, par la suite, sera également rejetée, pour que cette Palestine même élargie, qui est maintenant Israël, soit dépassée pour devenir ce qu'Israël sera en fin de compte. Si quiconque a jamais été déconcerté par les nombreuses définitions sionistes d'Israël, en voilà l'explication. Les plus fantasques d'entre elles ne sont ni des exagérations ni des rêves nébuleux. Elles sont les objectifs ultimes à atteindre lorsque la vipère, ayant jeté de nombreuses fois sa peau, aura atteint sa taille définitive. L'époque que nous traversons maintenant est l'étape de la Palestine définie par l'Organisation sioniste mondiale dans le document de 1919 comme étape intermédiaire du futur "grand Israël".

32. Cette analyse devrait également expliquer à l'Assemblée la détermination des Arabes de ne pas accepter l'expansion d'Israël, mais plutôt d'invoquer leur juste droit de légitime défense face à la conquête et aux continuels faits accomplis. Tant que subsistera la conception d'un Israël dont les frontières avancent sans cesse sans jamais s'arrêter, il n'y aura pas d'espoir de paix dans cette région ni pour les Israéliens ni pour les Arabes, ni pour le monde dans son ensemble. En se poursuivant, ce processus entraîne avec lui, comme conséquences naturelles, toutes les autres distorsions dont nous avons été et sommes encore témoins, c'est-à-dire le désir d'expulser les Arabes, d'exproprier leurs terres, de se livrer à la discrimination à leur égard, de persécuter et de déraciner la population arabe autochtone de ces territoires.

33. Voilà pourquoi il existe un mouvement de libération chez les Arabes palestiniens. Il y a un fait simple, inévitable auquel on ne peut échapper, qu'aucun sophisme, qu'aucune casuistique ne peut effacer, c'est que depuis plus de 20 ans, au mépris de tous les principes de la Charte et de tous les droits des Arabes juridiquement définis par notre organisation, l'agression sioniste a expulsé le peuple palestinien de ses foyers et l'a tenu en exil. Toute la législation de notre organisation affirme juridiquement son droit à rentrer chez lui s'il le désire. Si les Palestiniens ont perdu patience et s'ils

ont perdu leur foi dans la capacité des Nations Unies d'amener l'agresseur à se conformer à leurs résolutions, il ne sert de rien que les anciens terroristes — les anciens membres du gang Stern, de l'Irgun Z'vai Leumi, du Palmach, de la Haganah — traitent les Arabes de terroristes parce que ceux-ci doivent maintenant avoir recours à leurs propres méthodes pour faire respecter leurs droits confirmés par la juridiction internationale.

34. Le mouvement de résistance arabe du peuple palestinien n'est que la persistance et la résurrection de l'âme d'un peuple qui a constamment refusé, depuis la Déclaration Balfour et le Mandat britannique, d'être exposé à une invasion systématique appuyée par la technologie, des ressources et une puissance militaire qui est si supérieure qu'il n'y a aucune commune mesure entre ce peuple et les forces amenées de l'extérieur par les puissances impérialistes pour lutter contre lui. La propagande israélo-sioniste a continué jusqu'à aujourd'hui à prétendre qu'il n'y avait pas de résistance arabe à l'invasion sioniste de la Palestine. Mais nous savons trop bien comment les fascistes récrivent l'histoire. La vraie histoire, c'est que le peuple arabe de Palestine a résisté par une action politique organisée et par toutes les formes visibles de résistance, allant des manifestations pacifiques aux éclats de violence contre la puissance mandataire, et enfin jusqu'à une révolution ouverte à grande échelle, des actions de guérilla et des mouvements de libération qui ont continué pendant trois ans entre 1936 et 1939, époque pendant laquelle au moins 15 000 Arabes de Palestine ont été tués. Cette période de 1936 à 1939 est significative, car elle précède de 10 ans le soulèvement national de l'Inde, de l'Indonésie et de l'Indochine, de plus de 15 ans les soulèvements nationaux de l'Afrique du Nord arabe et de 20 ans les soulèvements nationaux du reste de l'Afrique. Ce fut le tout premier exemple d'une révolution populaire du XX<sup>ème</sup> siècle et cela seul fait honneur aux Arabes de Palestine. Cependant leur soulèvement a été aussi tragique et prématuré que celui de Spartacus contre Rome. Il a été brutalement écrasé à deux reprises — d'abord en 1939, puis de façon barbare en 1948, par l'organisation terroriste sioniste Serbai. La réapparition de cette lutte en 1965 après l'expulsion draconienne et fatale de ce peuple de son pays est une forme moderne du miracle de la résurrection, mais malheureusement la tragédie des Arabes de Palestine ne s'est pas arrêtée là. Leur marche est longue. Les massacres et les tueries exécutés de sang-froid ne se sont pas terminés là. Cependant ils n'ont jamais renoncé à leurs droits ni à leur souveraineté sur leur patrie, la Palestine. Et maintenant, plus de 15 ans plus tard, les Arabes de Palestine d'abord, et maintenant les Arabes des pays voisins — Egypte, Syrie, Jordanie, Liban — doivent faire face à une nouvelle forme de colonialisme, le colonialisme sioniste. Alors que le colonialisme classique avait imposé et progressivement mis au point les conditions d'exploitation des masses, le sionisme avec son racisme inhérent et son exclusivisme juif a nié la présence physique même des habitants autochtones, qu'ils soient arabes ou non arabes, blancs ou noirs. C'est précisément en cela que le problème des réfugiés arabes de Palestine et des territoires arabes occupés — qui sont maintenant plus de 3,5 millions — diffère de tout autre problème concernant les réfugiés car il est la conséquence du déni de l'existence même des droits arabes en faveur d'un sionisme exclusif, raciste et névrosé qui veut exécuter de prétendues prophéties bibliques.

35. Il est véritablement surprenant qu'au milieu du XX<sup>ème</sup> siècle les défenseurs du sionisme tels que les Etats-Unis, qui mettent le napalm au service de leur interprétation des prophéties bibliques, se consacrent de façon si acharnée à l'expansion d'un Etat qui agit contre les normes de la loi, de la moralité et du cours de l'histoire. Cependant, au moins, l'argument de la prophétie biblique n'est pas invoqué ou exploité pour justifier l'emploi du napalm, des bombes à fragmentation et d'autres armes chimiques et biologiques au Viet-Nam et pour les crimes de guerre commis dans ce pays.

36. Le 14 mai 1948, le Haut Commissaire britannique a convoqué une conférence de presse dans son bureau de l'hôtel du Roi-David à Jérusalem. C'était le dernier jour du mandat britannique sur la Palestine, alors que le mandat était censé prendre fin en octobre 1948, mais les sionistes insistaient pour la création de leur Etat sans frontières établies et ils demandaient que cet Etat sans frontières fixes soit rapidement reconnu par les autres Etats. Cela est très important.

37. Après avoir entendu une déclaration sur les résultats obtenus par le Gouvernement de Sa Majesté dans le pays et les circonstances malheureuses de la fin du mandat, un des journalistes demanda au Haut Commissaire britannique : "A qui, Monsieur, avez-vous l'intention de donner les clefs de votre bureau ?" Rougissant et se forçant courageusement à sourire, il répondit : "Je les mettrai sous le paillason", épithète appropriée pour le régime le plus abject peut-être de l'histoire coloniale britannique. Israël fut proclamé et les Etats s'empressèrent de reconnaître cette créature amorphe non définie, bizarre, qui allait bientôt devenir *de facto* sinon *de jure* le cinquante et unième Etat de l'Union, l'une des pierres angulaires de l'Empire américain après la seconde guerre mondiale et, comme le Viet-Nam, un symbole de la *pax americana*.

38. M. CARDOSO (Zaire) : J'ai demandé au représentant de la Guinée de bien vouloir me céder son tour de parole parce que je suis dans l'obligation de regagner mon pays dès ce soir. Comme tous les autres représentants qui sont allés au Moyen-Orient ont déjà parlé sur la question, j'ai tenu à exprimer le point de vue de ma délégation sur ce problème crucial pour la paix du monde.

39. Avant tout, qu'il me soit permis de m'associer à tous ceux qui m'ont précédé pour rendre un vibrant hommage à la mémoire de M. Ralph Bunche, qui vient de nous quitter. M. Ralph Bunche a rendu d'éminents services au monde, et à mon pays en particulier. Il a été le premier représentant des Nations Unies au Zaire en 1960 qui ait su organiser toute l'assistance que les Etats Membres nous ont apportée pour défendre l'intégrité territoriale de notre pays et notre indépendance. Toute la nation zairoise lui en restera à jamais reconnaissante. Que toute sa famille trouve ici l'expression de nos condoléances les plus émues.

40. Je m'exprimerai brièvement sur la question du Moyen-Orient. Mes collègues du Nigéria [2008<sup>ème</sup> séance] et du Sénégal [2002<sup>ème</sup> séance] ont déjà dit l'essentiel. Le souci de nos chefs d'Etat, et en particulier du Président de la République du Zaire, le lieutenant-général Joseph-Désiré Mobutu, est de restaurer la paix au Moyen-Orient. S'ils sont allés sur les lieux, c'est avant tout pour dépasser le cadre

habituel des résolutions restées en souffrance dans les archives de nos organisations internationales, pour sortir des sentiers battus et se dégager des textes ou documents de travail comme, par exemple, l'aide-mémoire de M. Jarring [A/8541, annexe I] afin d'apporter une contribution, si modeste qu'elle puisse être, qui soit néanmoins positive. On a beaucoup parlé de cet aide-mémoire, de la réponse positive qui lui a été réservée d'un côté, du manque de réponse ou des réponses négatives de l'autre.

41. A vrai dire, nous perdons du temps et nous nous approchons, avec une triste fatalité, du moment où la réponse à l'aide-mémoire de M. Jarring ne viendra plus d'une table de négociations, mais des champs de bataille. L'escalade de guerre qui se développe au Moyen-Orient impose, comme une nécessité vitale, le retour sans plus attendre de M. Jarring dans cette région du monde. Les bonnes volontés y sont; nous avons pu nous en rendre compte.

42. Nos chefs d'Etat, réunis en commission des sages de l'OUA, ont soumis des suggestions à l'Egypte et à Israël. Les réponses à ces suggestions sont à la disposition du Secrétaire général et de M. Jarring. Elles ne sont pas négatives. Je voudrais en relever au moins deux.

43. Le président El-Sadat est le seul chef d'Etat arabe à vouloir un traité de paix avec Israël. Il nous l'a dit. N'est-ce pas là une chance de paix? Mme Meir, premier ministre d'Israël, nous a déclaré que les frontières sûres et reconnues peuvent être franchies dans un esprit de paix. Ce ne sont donc pas des frontières fermées. N'est-ce pas, là encore, une chance de paix? Alors, ne faisons pas dépendre des réponses dites favorables ou défavorables à l'aide-mémoire de M. Jarring tout le destin de l'humanité.

44. M. DIALLO (Guinée): Qu'il me soit tout d'abord permis, au nom de la délégation de la République de Guinée, de profiter de l'occasion qui nous est offerte pour nous associer à tous ceux qui ont rendu ici un vibrant hommage à la mémoire de notre frère et ami Ralph Bunche, dont la disparition va creuser un grand vide au sein de la communauté internationale, et plus précisément de notre Organisation.

45. Monsieur le Président, nous vous prions de bien vouloir transmettre à la famille du défunt, au Secrétaire général, à ses collaborateurs, au Gouvernement et au peuple des Etats-Unis, les sincères condoléances du peuple et du Gouvernement de la République de Guinée.

46. Au moment où l'Assemblée générale aborde, une fois de plus, la question du Moyen-Orient, la délégation de la République de Guinée voudrait exposer ici assez brièvement quelques considérations que lui inspire la persistance de la grave situation qui règne dans cette région.

47. Il y a un peu plus de quatre ans, les forces armées israéliennes ont déclenché, contre des Etats souverains Membres de l'Organisation des Nations Unies, une attaque préméditée s'inscrivant dans la longue et implacable série d'agressions mises au point par le mouvement sioniste mondial pour conquérir des terres au détriment des peuples arabes de la région. Depuis lors, chaque année, l'Assemblée générale, les conférences internationales, les organisations

régionales et internationales se sont saisies de la question pour tenter d'y apporter une solution conforme aux principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et régissant les relations internationales.

48. Toutes les tentatives de médiation, tous les efforts accomplis en direction d'une paix juste et durable, se sont heurtés à l'intransigeance d'Israël. Non seulement les territoires occupés lors du conflit de juin 1967 n'ont pas été évacués, mais des mesures intolérables ont été prises par les autorités sionistes pour aggraver la situation. C'est ainsi que Jérusalem et les Lieux saints ont été annexés et que les populations des territoires occupés ont été obligées de fuir leurs maisons dynamitées par une soldatesque assoiffée de sang et que des colonies d'immigrants juifs ont été installées dans les territoires occupés.

49. D'aucuns ont pu — et peuvent encore — s'étonner de la facilité avec laquelle Israël se joue impunément de l'opinion publique internationale en bafouant toutes les résolutions des Nations Unies et en opposant à toutes les initiatives de paix une insolente intransigeance. Pour comprendre ce fait, il faudrait, au préalable, se pénétrer de la réalité sioniste, de sa profonde signification, des buts poursuivis et des moyens mis en oeuvre par le mouvement mondial sioniste, pour mesurer à quel point le sionisme est devenu aujourd'hui un danger et une menace sérieuse pour la sécurité de toutes les nations qui abritent en leur sein de fortes colonies juives. Il peut, en effet, paraître paradoxal qu'Israël, en tant que créature de l'impérialisme international, ose défier ses maîtres et protecteurs. Pourtant, la triste réalité est là. Alors que l'on demande que des pressions soient exercées sur Israël, c'est au contraire Israël qui exerce sa pression sur plusieurs Etats, notamment sur les Etats-Unis d'Amérique, son principal allié et soutien.

50. Il n'est pas dans l'intention de la délégation guinéenne de retracer ici l'historique des événements qui ont fait du problème du Moyen-Orient une nouvelle et douloureuse épreuve pour les peuples arabes. Nous pensons néanmoins qu'un bref rappel s'impose.

51. Le 5 juin 1967, Israël a attaqué par surprise trois Etats arabes et, malgré le cessez-le-feu proclamé le 7 juin, ses forces armées ont poursuivi leur avance pour s'assurer le contrôle de nouveaux territoires. En juin et juillet 1967, l'Assemblée générale, à sa cinquième session extraordinaire d'urgence, a mis en relief l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force et a demandé le retrait immédiat des forces israéliennes de tous les territoires occupés. Le 22 novembre 1967, le Conseil de sécurité a voté à l'unanimité la très célèbre résolution 242 (1967), qui réaffirmait les mêmes principes en y ajoutant toutefois la nécessité d'oeuvrer pour une paix juste et durable permettant à chaque Etat de vivre en sécurité à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.

52. Je ne veux pas m'attarder sur les interprétations fantaisistes qu'Israël a données des termes de cette résolution. L'erreur, ou plus exactement le chef-d'oeuvre des auteurs de cette résolution, c'est d'avoir pu utiliser une langue — en l'occurrence l'anglais — capable d'ouvrir la voie à toutes sortes d'interprétations possibles d'un mot ou d'une phrase. Nous devons rendre justice au Ministre des affaires étrangères d'Israël, M. Abba Eban, pour avoir

dénoncé ici, dans son discours du 6 décembre 1971 [2000ème séance], la mauvaise foi du Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du Royaume-Uni, qui a affirmé que l'omission du mot "tous" avant "les territoires" était voulue.

53. Il faut, hélas, encore une fois, inscrire ce coup bas au compte de cette perfide Albion qu'est le Royaume-Uni, dont les crimes à travers le monde ont eu pour conséquences des problèmes comme ceux du Moyen-Orient, de la Rhodésie, de l'Afrique du Sud, de la Namibie, du conflit indo-pakistanaï, etc, pour ne citer que ceux-là.

54. La résolution 242 (1967), qui n'était ambiguë que pour Israël et ses amis — le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du Royaume-Uni et le Secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis — traçait néanmoins le cadre d'un règlement partiel de la crise. Israël aurait pu en profiter pour obtenir ce qu'il a toujours réclamé depuis 1947, c'est-à-dire la reconnaissance de son existence par ses voisins et son droit à vivre dans cette région.

55. Devant l'échec de toutes ces tentatives, depuis la mission Jarring jusqu'aux conversations à deux, puis à quatre, et à l'initiative africaine, il faut se rendre à l'évidence : Israël ne veut pas la paix ou, plutôt, Israël préfère le *statu quo* qui lui procure des territoires en attendant d'en acquérir d'autres.

56. De l'avis de ma délégation, nous devons rechercher ensemble les causes de ces différents échecs, ainsi que les mobiles profonds de l'attitude déraisonnable d'Israël. La délégation guinéenne pense qu'une des causes principales de l'impasse actuelle réside dans le fait que l'on a volontairement sacrifié le fond à la forme. Bien qu'il ne soit plus question de savoir si, oui ou non, Israël devrait exister en tant qu'Etat, nous disons sincèrement que la création par l'impérialisme d'un Etat sioniste sur la terre d'un autre peuple a été une erreur historique grave. Si l'Europe voulait assurer aux Juifs rescapés des camps de concentration nazis un asile, elle aurait pu le faire en Europe même où, d'ailleurs, tout ce monde vivait tranquillement. Pourquoi donc avoir choisi la terre d'un autre peuple, en l'occurrence la Palestine, tout en sachant parfaitement quelles conséquences malheureuses un tel acte allait engendrer ? Comment le Royaume-Uni et ses alliés ont-ils pu imaginer que l'on pouvait chasser impunément un peuple de sa terre sans déclencher en lui le devoir impérieux de reconquérir sa patrie usurpée par tous les moyens à sa disposition ?

57. Si l'on ajoute la création artificielle de l'Etat d'Israël sur la terre de Palestine au fait qu'il avait été envisagé, dans un premier temps, d'installer Israël soit en Ouganda, soit en République de Guinée actuelle, donc en plein coeur de l'Afrique, on est bien obligé de reconnaître et d'admettre que, dès le départ, Israël était devenu un fait colonial et, comme tel, devrait être combattu. Israël s'est d'ailleurs conduit dans cette région comme une véritable puissance coloniale. Par des agressions militaires successives, il s'est agrandi aux dépens de ses voisins. Par une immigration massive et sélective de Juifs et de sionistes d'Europe, d'Amérique, d'Afrique du Sud, il a créé un Etat racial, haineux et vindicatif. Petit à petit, il a rassemblé autour de lui la totalité des Juifs résidant dans le monde pour faire des Etats sionistes dans nos Etats respectifs.

58. Il n'est, en effet, de secret pour personne qu'Israël est un Etat expansionniste. Depuis le plan de partage de la Palestine par l'Assemblée générale le 29 novembre 1947 [résolution 181 (II)], chaque guerre israélo-arabe a été l'occasion pour Israël de s'agrandir au détriment de la nation arabe. Et, puisque à chaque coup le crime a payé, Israël ne voit pas pourquoi il s'arrêterait en si bon chemin. D'autant plus que si l'on se reporte aux documents diffusés par la délégation égyptienne et, surtout, aux nombreuses déclarations de dirigeants israéliens dont Moshe Dayan, Mme Golda Meir, Yigal Allon et le Ministre des affaires étrangères, Abba Eban, lui-même, les frontières sûres d'Israël pourraient bien être celles du Nil à l'Euphrate si, évidemment, entre-temps, d'autres sionistes ne les fixent du Maroc au golfe Persique.

59. Nous avons dit qu'Israël représentait un danger potentiel non seulement pour la région du Moyen-Orient, mais également et surtout pour la grande majorité des Etats Membres ici présents qui comptent dans leur population une forte concentration de Juifs. En effet, s'il est une chose qui est clairement établie, c'est le fait que pour un Juif, sioniste par surcroît, où qu'il se trouve et à quelque niveau qu'il soit dans la hiérarchie d'une nation donnée qui l'héberge, il est, avant tout et en premier lieu, un citoyen d'Israël. A ce titre, sa double nationalité ne lui sert que pour exercer une pression sur le milieu où il vit, pour y favoriser les intérêts de la diaspora sioniste ou de l'Etat d'Israël. Et comme chacun sait que les Juifs occupent et contrôlent aux Etats-Unis d'Amérique et en Europe la presque totalité des rouages importants de la société — finances, industrie d'armement, commerce, moyens audio-visuels d'information, services spéciaux, parlement, administration publique, etc. —, il est facile de mesurer à quel point Israël peut faire peser une menace sur la sécurité intérieure et extérieure de tant d'Etats à travers le monde.

60. Il est inutile de citer ici des exemples où le lobby israélien a réussi soit à modifier ou à annihiler complètement l'attitude officielle d'un gouvernement, soit à mettre en échec un blocus ou un embargo décrété contre lui. Le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, William Rogers et son adjoint, Joseph Sisco, peuvent témoigner ici éloquemment de la puissance d'Israël, tout comme l'épisode des vedettes de Cherbourg a pu faire comprendre au Gouvernement français les limites étroites de son action contre Israël.

61. Cette capacité d'Israël de s'ingérer dans les affaires d'autres Etats a atteint une telle acuité qu'il serait plus logique aujourd'hui, à propos des pressions qu'on demande aux Etats-Unis d'exercer sur Israël pour l'amener à plus de souplesse, de se demander plutôt jusqu'où Israël autorise les Etats-Unis d'Amérique à s'avancer dans le processus de la mise en application de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité.

62. L'impérialisme sioniste s'étend jusque dans le domaine de l'armée, où les Juifs de diverses nationalités d'origine qui ont fait ou qui font encore leur service militaire dans les rangs des armées américaines ou européennes se retrouvent comme par enchantement sous l'étoile de David pour combattre les Arabes. Je le dis et le répète ici bien haut : nous ne mesurerons jamais assez le danger qu'Israël représente pour la sécurité de nos Etats.



63. L'emprise sioniste s'étend jusqu'au coeur de l'Afrique, qui ne compte pourtant — et Dieu en soit loué — pas de Juifs authentiquement africains. Israël a tourné cette difficulté en ayant recours au néo-colonialisme qui a cours en ce moment et qui fait que cette assemblée pourrait entendre certaines déclarations africaines sur le Moyen-Orient qu'Israël lui-même n'oserait pas faire ici.

64. Puisque nous connaissons l'éventail de l'arsenal dont Israël dispose à travers le monde pour perpétuer et justifier aux yeux de l'opinion publique sa politique agressive et expansionniste, il est donc grand temps que notre Organisation ne se prête plus à cette infâme comédie qui veut que les sionistes soient des agneaux persécutés par des méchants loups arabes.

65. Israël doit mettre fin à sa politique d'attribution et de faux-fuyants. Israël doit signifier clairement à notre organisation non seulement son désir de vivre en paix et de voir la paix s'instaurer dans la région, mais sa volonté d'y contribuer pleinement et efficacement. Et, pour ce faire, Israël doit répondre positivement à l'aide-mémoire du 8 février 1971 de M. Jarring [A/8541, annexe I]. Il doit annoncer officiellement et publiquement, ici et à Tel-Aviv, qu'il retirera toutes ses forces et ses colonies d'immigrants de tous les territoires occupés en juin 1967. Israël doit comprendre que le règlement définitif du contentieux et du conflit qui l'opposent aux Etats arabes passe par le retour inévitable dans ses foyers du peuple palestinien.

66. Ensemble, dans un Etat multinational et multiracial, Israéliens et Palestiniens construiront une nation encore plus forte et feront, avec la collaboration de tous leurs voisins de la région du Moyen-Orient, une zone de prospérité, de civilisation et de culture.

67. Est-ce là trop demander aux autorités de Tel-Aviv ? Nous pensons très sincèrement qu'Israël peut et doit comprendre ce langage avant qu'il ne soit trop tard.

68. Si nous comprenons parfaitement le droit de chaque peuple à assurer sa propre sécurité, il nous est, par contre, difficile de concevoir en même temps que la recherche de sa propre sécurité passe nécessairement par la violation de la sécurité de son voisin par exemple en occupant par la force une partie de son territoire national.

*M. Pérez de Cuéllar (Pérou), vice-président, prend la présidence.*

69. L'Afrique a éprouvé et éprouve encore pour le peuple juif persécuté et humilié par l'Europe une profonde sympathie parce que, précisément, l'Africain, lui aussi, a payé à l'histoire de la colonisation un lourd et dur tribut. Ayant recouvré dans sa grande totalité son droit à la liberté et à la dignité, l'Afrique a considéré et considère les Juifs comme des frères à défendre contre nos oppresseurs communs d'Europe. Aux Africains, aux Arabes et aux Asiatiques se sont donc ajoutés les Juifs pour consolider cette trilogie des peuples qui ont subi le poids de la domination des peuples d'Europe. C'est dire combien grandes ont été notre déception et notre indignation quand ce peuple juif, sous la conduite de sionistes haineux et revanchards venus d'Europe et d'Amérique, a tourné sa hargne et ses armes contre les peuples arabes en utilisant et

en amplifiant les méthodes nazies qui ont fait frémir le monde d'horreur.

70. Comment expliquer un tel comportement ? Si Israël avait été installé en Ouganda ou en Guinée, les sionistes au pouvoir se seraient donc comportés comme les fascistes actuels d'Afrique du Sud ! C'est ce qui explique que la République de Guinée, qui entretenait auparavant avec l'Etat d'Israël d'excellentes relations diplomatiques, économiques et culturelles, ait rompu entièrement l'ensemble de ses relations et ce, dès le 5 juin 1967, quand il s'est avéré qu'Israël était un agresseur.

71. Il faut qu'Israël se persuade que l'Afrique ne lui pardonnera jamais cela s'il ne modifie pas son attitude. Le Ministre des affaires étrangères d'Israël a pu apprécier sur place, en Afrique même, les piètres résultats de sa tournée africaine peu avant le sommet de l'OUA à Addis-Abéba<sup>7</sup>. La résolution AHG/Res.66 (VIII)<sup>8</sup> votée à l'unanimité des Etats membres et qui a tant irrité Tel-Aviv exprimait clairement la pensée et les aspirations de notre continent face au refus persistant d'Israël d'évacuer les territoires occupés. C'est donc pour expliquer cela aux dirigeants israéliens et pour les inviter à s'engager sincèrement, immédiatement et concrètement sur le chemin menant à la paix, que l'Afrique a désigné une commission chargée d'aider à la relance de la mission Jarring. Partie à ce conflit, puisque l'Egypte est Membre de son organisation régionale, l'Afrique n'a jamais prétendu être un arbitre ou un médiateur. C'est pourquoi la délégation guinéenne ne commentera pas ici les résultats de cette mission d'explication, se réservant de le faire en Afrique, au sein de l'OUA, quand le moment sera venu de tirer les leçons qui s'imposent.

72. Néanmoins, nous espérons qu'Israël ne perdra pas cette occasion de renouer avec l'envoyé spécial du Secrétaire général en vue d'aboutir à une solution pacifique du problème, que tout le monde attend. Nous le disons avec d'autant plus de conviction que nous pensons que les dirigeants actuels d'Israël doivent pouvoir se dépasser pour voir plus loin dans l'avenir. L'histoire est, en effet, remplie d'exemples de peuples ou de nations imbus de leur supériorité militaire, religieuse ou raciale, et qui ont fini par périr par le feu et par le fer et sombrer dans le néant d'où ils n'auraient jamais dû sortir. Les autorités de Tel-Aviv n'ignorent pas que leur propre peuple est las de ces aventures guerrières qui, tôt ou tard, se termineront par une catastrophe. Israël n'est pas sans savoir que s'il ne s'engage pas maintenant et immédiatement sur le chemin conduisant à la paix, il ne restera plus aux peuples arabes qu'une seule issue pour résoudre leur problème : reprendre par la force ce qui a été conquis par la force.

73. Pourtant, Moshe Dayan et ses centurions n'ignorent pas qu'en cas de reprise des hostilités Israël subira lui aussi une très rude épreuve en attendant le jour, pas très lointain, où le sort des armes pourrait lui être contraire. Est-ce

<sup>7</sup> Huitième session de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, tenue du 21 au 23 juin 1971.

<sup>8</sup> Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-sixième année, Supplément de juillet, août et septembre 1971*, document S/10272.

vraiment cela que veut Israël ? Est-ce vraiment là ce que souhaite la communauté internationale ?

74. L'Organisation des Nations Unies, et singulièrement le Conseil de sécurité, ne peuvent pas ne pas se rendre compte de la gravité de la situation créée par le refus persistant d'Israël qui est un défi à l'opinion publique, refus qui a pour corollaire l'impatience légitime des Etats arabes à régler le problème par la seule voie qui, en définitive, leur est offerte.

75. La délégation de la République de Guinée espère sincèrement que le Conseil de sécurité ne va pas attendre l'explosion qui couve pour prendre les mesures qui s'imposent. L'actuel conflit indo-pakistanaï est trop présent à nos mémoires pour que nous ne puissions espérer que les Nations Unies ne commettront plus l'erreur tragique qui consiste à temporiser alors que tout indique que l'on s'achemine, au Moyen-Orient, vers une reprise des hostilités dont personne ici ne peut, en toute logique, prévoir les conséquences. C'est parce que nous voulons éviter à tout prix aux peuples arabes et israélien de nouvelles souffrances et de lourds sacrifices que nous invitons Israël, une fois de plus, à méditer sur ce qu'il pourrait demander à l'ONU et à la communauté internationale le jour où, le sort des armes

lui ayant été contraire, les armées arabes feraient leur entrée dans Tel-Aviv.

76. C'est en fonction d'un tel avenir que nous demandons aux dirigeants d'Israël de comprendre que les frontières les plus sûres et les plus reconnues propres à assurer la meilleure sécurité d'Israël ne sont, en définitive, que la capacité d'Israël à créer autour de lui, entre lui et ses voisins arabes, un climat de tolérance, de paix, d'amitié et de collaboration féconde. Peut-être n'est-il pas encore trop tard pour qu'ils comprennent ce point ! Peut-être bien que Golda Meir et Moshe Dayan se souviendront des paroles de leur leader, Ben Gourion, qui disait qu'il ne rendrait tous les territoires qu'en échange de la paix !

77. C'est pourquoi j'ai l'honneur, au nom de la République de Guinée et de 17 autres Etats Membres, de présenter à l'Assemblée générale des Nations Unies le projet de résolution A/L.650. Compte tenu du temps qui nous est imparti, ce projet de résolution, que ma délégation se propose de commenter à une autre occasion, reprend et fixe dans ses grandes lignes les principes de la Charte des Nations Unies et les décisions prises par notre organisation. Je me réserve le droit de présenter ce projet de résolution à un stade ultérieur, avec plus de détails.

*La séance est levée à 12 h 10.*